

économique, et n'avoir que des effets peu appréciables sur la montée actuelle des prix et des coûts.

Avant le Conseil économique, bien des députés l'avaient dit, mais le gouvernement a fait fi de ces avertissements. Comme un hipopotame dans un champ de tulipes, il n'a pas voulu abandonner son plan quels qu'en soient les effets. J'ai en main une liste d'économistes, dont quelques-uns des plus compétents au Canada, qui ont tâché de faire comprendre au gouvernement exactement ce que le Conseil économique lui avait signalé dans son exposé. Le professeur Arthur Kruger, de l'Université de Toronto, a réclamé un abaissement des tarifs et une politique plus vigoureuse contre les monopoles. Le professeur Rotstein, également de l'Université de Toronto, préconise le divorce entre la politique économique du Canada et celle des États-Unis. D'après le professeur Jack C. Weldon, de l'Université McGill, la politique du gouvernement a provoqué un taux de chômage de 12 p. 100 chez les travailleurs francophones masculins du Québec. Il prétend que le Canada ferait mieux de tolérer une certaine inflation plutôt que de la combattre en augmentant le chômage. Le professeur Rosalind Blauer, de l'Université Brock de St. Catharines, préconise un taux de change flottant plutôt que des mesures sociales coûteuses. Le sénateur Lamontagne, dont j'ai déjà parlé, décrit la politique du gouvernement comme «la pire des aberrations théoriques commises depuis les erreurs qui ont précédé la crise des années 30.»

M. Alexander: On pourrait revenir encore plus loin en arrière.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Afin d'être absolument certain que le gouvernement a bien compris, le chef du parti libéral du Québec, M. Robert Bourassa, a déclaré récemment à Montréal que son parti n'accepte pas les mesures anti-inflationnistes du gouvernement fédéral. Il a poursuivi en fêtrissant le gouvernement fédéral pour avoir permis que ses politiques fiscales lui soient dictées par des mandarins opérant en circuit fermé. Il a dit qu'il ferait tout son possible pour amener un renversement de la politique fédérale si son parti prenait le pouvoir au Québec.

• (3.30 p.m.)

Il y a juste quelques jours, la Fédération des maires et des municipalités a rencontré le gouvernement. L'un des maires, M. Sidney Buckwold, un ancien ministre candidat libéral

a rappelé au gouvernement que la construction urbaine était presque au point mort. Les maires ont dit au premier ministre et au cabinet qu'il existe un problème sérieux de chômage dans nos villes. N'est-il pas curieux, monsieur l'Orateur, de voir que le Conseil économique du Canada, un ancien ministre de cabinet, le chef du parti libéral dans la province de Québec, tout un bataillon d'économistes éminents et la Fédération des maires et des municipalités, tous s'accordent pour dire au gouvernement quelles sont les conséquences désastreuses de sa politique anti-inflationniste. Le gouvernement se contente de laisser faire. C'est comme dans la vieille blague de l'armée tous ont rompu le pas, sauf Pierre.

Des voix: Bravo!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le gouvernement en est resté à la politique du temps de Herbert Hoover. Le premier ministre dit que le chômage est le corollaire regrettable mais nécessaire de sa politique anti-inflationniste. Ce que le gouvernement veut réellement dire, c'est que le Canada ne peut jouir à la fois du plein emploi et de prix stables. Nos dirigeants prétendent qu'il nous faut choisir entre l'inflation galloperie ou le chômage. Un gouvernement qui est incapable de planifier l'économie du pays pour assurer à la population un revenu national élevé et le plein emploi, tout en maintenant une certaine stabilité des prix n'a pas le droit de s'incruster sur les bancs du Trésor.

Des voix: Bravo!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Si le gouvernement ne peut gérer l'économie du pays, qu'il s'en aille. Il n'a pas dit aux Canadiens il y a deux ans que pour arrêter l'inflation il faudrait forcer les gens au chômage et immobiliser l'économie.

M. Alexander: Il a promis une société juste.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Il a promis une société juste. Elle est tout juste quelconque! N'ayant pu vaincre la vie chère ni maintenir tant bien que mal le plein emploi, le gouvernement cherche à présent un bouc émissaire. Son programme de restrictions volontaires a été un échec monumental, car les prix continuent à monter en dépit de tous les engagements pris lors de la conférence sur la stabilité des prix. Même certains des magnats qui avaient participé à cette conférence ont procédé à des relèvements des prix, et cela avec l'accord du cabinet.